

1
Copie

Paris, 24 Août 40

Monsieur le Chef de la Division
Commerciale de la S.E. en
SUD-EST

5533.11

48.41

J'ai l'honneur de vous donner ci-
dessous la réponse aux questions que vous
m'avez fait soumettre par téléphone:

- 1° Les prisonniers militaires français, mis
en permission sous condition par l'au-
torité militaire allemande, doivent,
lorsqu'ils empruntent le chemin de fer
pour se présenter périodiquement à la
Commandantur, se munir d'un billet du
tarif militaire;
- 2° Les militaires belges en sens non cou-
verts, titulaires de permis sans de cour-
te durée pour des déplacements dans cet-
te zone, doivent acquiescer la même tar-
ification que les voyageurs ordinaires.

Le Directeur du
Service Commercial.

" Bryane "

Copie à M. le Chef des Divisions Commerciales des
Régions NORD-EST, SUD-OUEST, OUEST.
M. le Directeur des Services Financiers
" du Service Central du Mouvement.

8

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DE L'OUEST

EXPLOITATION

Paris, le

Dr. N° 155.512 Df.9
EX.O.O.9
Détaxes - Voyageurs

S. N. C. F.	
SERVICE COMMERCIAL	
03713	- 4 SEP 1940
Don	
C	

Monsieur le Directeur
du SERVICE COMMERCIAL,

Certains prisonniers français ont obtenu de l'Autorité Allemande des permis agricoles de longue durée à la condition de se présenter à la Kommandantur une fois par semaine.

Plusieurs d'entre eux n'ayant pas d'autres moyens de locomotion que le chemin de fer pour faire ces voyages imposés, je vous serais très obligé de vouloir bien nous faire connaître à quel régime de circulation seront soumis les permissionnaires visés.

Mod. 6. — Cde 125-0-39

P. L'INGÉNIEUR EN CHEF
CHEF DE LA DIVISION COMMERCIALE

1
Annexe 1
c'est de la g. Taux 100%

apalque

535 51 du 24-8-40
535 51 du 24-8-40
535 51 du 24-8-40

11 Septembre

40

2ème

/1

521.103
40.03

/372

Monsieur le Chef de la Division
Commerciale
de la Région OUEST .

Votre note Dr 155.512 DF.9- EK.O.C.9
Détaxes-Voyageurs, relative au régime de circu-
lation auquel doivent être soumis les prisonniers
français qui ont obtenu de l'Autorité allemande
des permissions agricoles de longue durée, lors-
qu'ils ont à emprunter le train pour se présenter
une fois par semaine à la Kommandatur, ainsi
qu'il leur est fait obligation .

Je vous prie de vous reporter à ma
note ~~526-51~~ ⁵²⁶⁻⁵¹ du 24 août écoulé par laquelle je vous
ai fait connaître que ces voyageurs doivent
acquitter les prix du tarif militaire .

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

Le Chef de la Division
du Trafic Voyageurs

Signé : RAME

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DE L'OUEST

EXPLOITATION

Division Commerciale
Comptabilité des Gares

Paris, le 6 SEPT 1940

Dr. XX 125² T.

Monsieur le Directeur
du Service Commercial,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que certains camps mettent à disposition des communes des prisonniers pour participer aux travaux agricoles.

Le transport du camp à la gare desservant la commune est effectué contre remise d'une réquisition délivrée par les Préfectures.

Ces prisonniers sont obligés de se présenter périodiquement aux Kommandanturs.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me faire connaître la nature du titre de transport qui doit leur être délivré pour leur permettre ce déplacement.

Mod. 6. - Cde 125-9-39

L'Ingénieur en Chef

S. N. C. F. Chef de la Division Commerciale

SERVICE COMMERCIAL

04221 9 SEP 1940

C

6
rg

Minute

18 Septembre

40

2

Monsieur le Chef de la Division Commerciale
de la Région OUEST

521.103
40.03 / 400

Votre note Comptabilité des gares - Dr. XX 123² I du 6 Septembre courant, relative au titre de transport dont doivent être munis les prisonniers français qui ont obtenu de l'Autorité allemande des permissions agricoles de longue durée lorsqu'ils ont à emprunter le train pour se présenter une fois par semaine à la Kommandantur comme il leur en est fait obligation.

Je vous prie de vous reporter à ma note 536-51 du 24 août 40.61 écoulé (rappelée par ma note 521.103 / 372 du 11 courant 40.03 répondant à votre Dr. 155.512 D.F.9 - EX.O.C.9 Détaxes voyageurs) par laquelle je vous ai fait connaître que ces voyageurs doivent acquitter les prix du tarif militaire.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

*Le Chef de la Division
du Trafic*

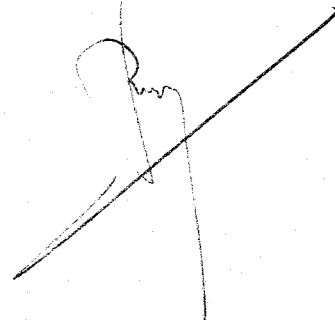
Signé: RAMÉ

Texte à insérer
dans le prochain Avis Général Trafic
hebdomadaire
(Décision de la C.C.T. du 18/9/40) :

Conditions de transport par chemin de fer
des militaires français prisonniers de guerre en
permission, qui vont se présenter à
la Kommandantur.

Les prisonniers militaires français, mis en
permission sous condition par l'Autorité militai-
re allemande, doivent, lorsqu'ils empruntent le
chemin de fer pour se présenter périodiquement
à la Kommandantur, se munir tant à l'aller qu'au
retour, sur présentation de leur fiche de poin-
tage, d'un billet au tarif militaire pour le
voyage à effectuer à la date indiquée sur la dite
fiche, entre la gare qui dessert le lieu de leur
domicile et la gare qui dessert la localité où
siège la Kommandantur.

Le Directeur du Service Commercial,



Texte à insérer dans le prochain Avis Général Trafic hebdomadaire
(décision de la C. C. T. du 18/9/40):

Conditions de transport par chemin de fer
des militaires français prisonniers de guerre en permission
qui vont se présenter à la Kommandantur.

Les prisonniers militaires français, mis en permission sous
condition par l'autorité militaire allemande, doivent, lorsqu'ils
empruntent le chemin de fer pour se présenter périodiquement
à la Kommandantur, se munir, tant à l'aller qu'au retour,
d'un billet au tarif militaire pour le voyage entre la gare
qui dessert le lieu de leur domicile et la gare qui dessert
la localité où siège la Kommandantur.

- présentation de leur
- de pointage,

~~Le pointage doit être fait d'avance dans la gare de destination.~~

sb
S.N.C.F.

REGION du SUD-EST

Paris, le 9 octobre 1940

Exploitation

Division Commerciale

2ème Section

Voyageurs

n° 20.059

Monsieur le Directeur
du SERVICE COMMERCIAL
3ème Division

J'ai l'honneur de vous remettre, sous ce pli, copie d'une lettre n°20.322 TL/3 du 4 courant, par laquelle notre Arrondissement de Paris pose la question de la tarification à appliquer pour le transport des militaires français prisonniers mis par les Autorités d'occupation à la disposition des communes rurales et rejoignant leur camp d'attache, en vue de leur recensement par les dites Autorités.

Ainsi que vous voudrez bien le remarquer, l'Arrondissement précité a cru devoir autoriser la gare de Montereau à délivrer à ces militaires des billets au quart de tarif, en les assimilant aux prisonniers libérés sous condition, allant se présenter périodiquement à la Kommandantur pour le pointage de leur fiche de renvoi, voyages prévus sous 1° de l'Avis Général Trafic -Sous-Série Voyageurs n°63 du 28 septembre.

Cette mesure me paraît logique.

Afin de me permettre de renseigner notre Arrondissement, je vous serais toutefois obligé de bien vouloir me faire connaître si elle a votre agrément.

/s/ le Chef de la Division Commerciale
L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division Commerciale
signé: DELACARTE

Copie

9

Copie transmise à M. le Chef de la
Division Commerciale de la Région : NORD
EST
OUEST
SUD-OUEST

21 octobre

40

à M. le Directeur du Service Central du Mouvement
à M. le Directeur des Services Financiers
à M. l'Ingénieur en Chef, Chef de la 2^{ème} Division du Service Commercial

2M42

Monsieur le Chef de la Division Commerciale
de la Région SUD-OUEST
Sous-Section -Voyageurs

30

515-21
21 10

Suite à votre lettre n° 21.433 du 3 courant, relative aux
conditions tarifaires applicables pour le transport des militaires
français prisonniers qui, mis à la disposition de commandements ennemis
par les autorités d'occupation, rejoignent, sur l'ordre de libération,
leur camp d'attente en vue de leur rapatriement.

Pour effectuer par chemin de fer le voyage à leur camp d'attente
les militaires dont il s'agit doivent se munir à l'aller et, éven-
tuellement, au retour, de billets au tarif militaire qui leur sont
délivrés par les gares sur présentation de la fiche de pointage
établie par l'autorité allemande.

En avis Général d'ordre, qui paraîtra prochainement, donnera
aux gares les indications utiles à ce sujet.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

Signé : BOYAUX

1
K

COPIE À Monsieur le Chef de la Division Commerciale

de la Région { EST
OUEST
SUD-EST
SUD-OUEST

Février

41.

Monsieur le Chef de la Division Commerciale
de la Région NORD.

526.86

41.53

Suite à votre lettre M.E.C.T. N° 15/2210 du 10 décembre, relative à certains prisonniers de guerre auxquels les autorités occupantes ont accordé, l'année dernière, des permissions pour se rendre dans leur famille.

D'après les indications complémentaires qui m'ont été données par vos Services et qui m'ont été confirmées par ailleurs, ces permissions ne sont plus accordées, depuis le début de cette année, que dans des cas tout à fait exceptionnels, elles le sont d'autant plus rarement qu'un grand nombre de prisonniers qui étaient internés en France occupée ont été envoyés en Allemagne.

Dans ces conditions, il ne paraît pas nécessaire d'élaborer pour ces routes transportées des dispositions spéciales dont l'application ne serait, d'ailleurs, possible sans l'assentiment préalable du Secrétariat d'Etat à la Guerre.

Je vous demanderais donc simplement de bien vouloir me tenir au courant des cas particuliers qui vous seront signalés.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

Copie

11

28 février

1942

536.51
40.43/61/183/227

D. 562.31

Monsieur le Ministre,

Par lettre n° 32-13/5 du 8 janvier dernier, vous avez bien voulu me donner votre accord sur l'application des dispositions que je vous avais soumises, par lettre D 562-31 du 30 novembre 1940, en ce qui concerne le transport par chemin de fer des militaires français prisonniers de guerre libérés ou envoyés en permission sous condition par les autorités allemandes.

1
1
2

Mais, en ce qui concerne les prisonniers envoyés par ces autorités à la disposition de communes rurales, vous avez exprimé la crainte que l'Allemagne, pour leur transport de leur camp à la commune qui les emploie, de billets de transports spéciaux à régler, n'accroisse à un double paiement en notre faveur dans les cas où les intéressés ne recevraient pas l'ordre de rejoindre leur camp, et vous avez consenti seulement à considérer ces billets comme un moyen de contrôle qui pourra être soumis à l'examen de vos Services lors du règlement définitif du transport des prisonniers de guerre.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, Monsieur le Ministre, que, d'une manière générale, les prisonniers de guerre détachés dans des communes rurales sont rappelés à leur camp d'attache lorsqu'ils doivent être libérés ou envoyés dans un autre camp.

Dans ces conditions un double paiement n'est pas à craindre et je vous serais obligé de bien vouloir nous autoriser à facturer dès maintenant à vos Services, avec les pièces justificatives à l'appui, les frais de transport considérés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

signé : Fournier.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Guerre (Direction Générale de
l'Administration de la Guerre et du
Contrôle - Direction de l'Intendance)

536.31
40-43/61/183/222

27 mai 1941.

D.562/31

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 30 novembre 1940, j'ai eu l'honneur de vous soumettre un projet d'instructions, auquel vous avez bien voulu donner votre accord par lettre n° 32-13/5 du 8 janvier 1941, réglant les conditions de transport applicables aux militaires français prisonniers de guerre selon la nature des déplacements qu'ils effectuent.

En dehors des cas faisant l'objet de ma lettre précitée, il nous est signalé que certains prisonniers de guerre français obtiennent des permissions leur permettant de se rendre dans leur famille et voyagent munis d'un titre de permission établi par les autorités allemandes.

Nous nous proposons de compléter, en conséquence, nos instructions par des dispositions visant ce nouveau cas de déplacement de prisonniers. Comme il est impossible de réclamer aux intéressés le prix de leur voyage, nous prévoyons de leur délivrer, à l'aller et au retour, un billet de transports spéciaux à régler (modèle GO 139 R) sur lequel des gares inséreront outre la mention "prisonnier se rendant en permission dans sa famille", le nom, le grade, le régiment et le n° matricule du prisonnier, celui-ci devant signer la souche destinée à être jointe aux pièces comptables en vue du règlement des frais de transport à la S.N.C.F. par les soins du Service liquidateur.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire savoir si vous êtes d'accord sur l'application de ces dispositions.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

signé: FOURNIER.

Monsieur le Ministre,
Secrétaire d'Etat à la Guerre,
Direction Générale de l'Administration
de la Guerre et du Contrôle,
Direction de l'Intendance.

Copie

13

4 ~~juillet~~

19 41

3. 362-2

Monsieur le Ministre,

Monsieur :

Par lettre n. 362.31 du 21 novembre 1940, nous vous avons proposé que les prisonniers de guerre français, internés en France occupée et envoyés par les autorités allemandes à la disposition de certaines communes françaises, soient admis, pour leur transport de leur camp à la commune qui les emploie, de billets de transports spéciaux à régler (N° 1/3 2) dont le coupon, revêtu de la signature du titulaire, devait être joint à l'appel des pièces comptables en vue du règlement à la S.N.C.F. des frais de transport par les soins de services liquidateurs.

Vous nous avez bien voulu, par lettre n. 362.31 du 8 janvier, nous donner votre accord sur l'application de cette mesure mais, par ailleurs, que l'absence de ces billets s'inscrivait à un double paiement en notre faveur dans les cas où les internés ne recevaient pas l'ordre de rejoindre leur camp, nous nous avons fait savoir que nous considérions ces billets comme un moyen de contrôle à soumettre à vos services lors du règlement définitif du transport des prisonniers de guerre.

Ainsi que je vous en ai informé le 21 février, un double paiement n'est pas à craindre, car les prisonniers de guerre mis à la disposition de communes rurales sont envoyés au camp qui les avait détachés dans ces communes lorsqu'ils doivent être libérés ou envoyés dans un autre camp.

Sous ces conditions, nous ne voyons sans doute aucune objection à ce que la S.N.C.F. soit remboursée des frais de transport en question et je vous serais obligé de vouloir bien nous autoriser à les facturer dès maintenant à vos services. Je vous *serais obligé*, en outre, de vouloir bien vous charger d'insister en ce qui concerne les transports, effectués dans les mêmes conditions, qui ont fait l'objet de notre lettre n. 362.31 du 27 mai dernier (prisonniers de guerre

Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre
Bureau de l'Administration de la Guerre
Service de l'Intendance)
A. L. L. L.

10/10/50

(Groupes agraires en possession d'une terre fertile par les autorités allemandes).

Vous êtes agraire, membre du comité, l'assurance de nos sentiments de haute considération.

Le Président du Comité d'Administration.

signé : Fournier.

Le Président du Comité d'Administration a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport annuel de l'Administration pour l'année 1949. Ce rapport vous expose les résultats de l'activité de l'Administration pendant l'année écoulée et les perspectives de l'année à venir. Il vous expose également les besoins de l'Administration pour l'année 1950. Vous voudrez bien examiner ce rapport et lui faire connaître vos observations et vos suggestions. Les observations et suggestions que vous voudrez bien nous adresser, nous les adresserons à l'Administration pour qu'elle en tienne compte.

Le Président du Comité d'Administration a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport annuel de l'Administration pour l'année 1949. Ce rapport vous expose les résultats de l'activité de l'Administration pendant l'année écoulée et les perspectives de l'année à venir. Il vous expose également les besoins de l'Administration pour l'année 1950. Vous voudrez bien examiner ce rapport et lui faire connaître vos observations et vos suggestions. Les observations et suggestions que vous voudrez bien nous adresser, nous les adresserons à l'Administration pour qu'elle en tienne compte.

Le Président du Comité d'Administration a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport annuel de l'Administration pour l'année 1949. Ce rapport vous expose les résultats de l'activité de l'Administration pendant l'année écoulée et les perspectives de l'année à venir. Il vous expose également les besoins de l'Administration pour l'année 1950. Vous voudrez bien examiner ce rapport et lui faire connaître vos observations et vos suggestions. Les observations et suggestions que vous voudrez bien nous adresser, nous les adresserons à l'Administration pour qu'elle en tienne compte.

Le Président du Comité d'Administration a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport annuel de l'Administration pour l'année 1949. Ce rapport vous expose les résultats de l'activité de l'Administration pendant l'année écoulée et les perspectives de l'année à venir. Il vous expose également les besoins de l'Administration pour l'année 1950. Vous voudrez bien examiner ce rapport et lui faire connaître vos observations et vos suggestions. Les observations et suggestions que vous voudrez bien nous adresser, nous les adresserons à l'Administration pour qu'elle en tienne compte.

Le Président du Comité d'Administration a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport annuel de l'Administration pour l'année 1949. Ce rapport vous expose les résultats de l'activité de l'Administration pendant l'année écoulée et les perspectives de l'année à venir. Il vous expose également les besoins de l'Administration pour l'année 1950. Vous voudrez bien examiner ce rapport et lui faire connaître vos observations et vos suggestions. Les observations et suggestions que vous voudrez bien nous adresser, nous les adresserons à l'Administration pour qu'elle en tienne compte.

16 juillet 1941

14

536.56
41.688 D. 562.31

WEHRMACHT-VERKEHRS-DIREKTION

Abteilung Eisenbahn

29, rue de Berri

PARIS

Objet : Prisonniers de guerre
français en congé de capti-
vité, allant se présenter
périodiquement à la
Kommandantur .

Le 21 mai dernier , plusieurs prisonniers de guerre français mis en congé de captivité par les Autorités allemandes et qui rentraient à leur domicile après s'être présentés à la Kommandantur de Vannes , ont été trouvés porteurs d'une feuille de pointage sur laquelle avait été collé un fichet ainsi conçu : " Cette sommation compte en même temps comme billet et autorise l'utilisation gratuite de tous les moyens de communication publique aller et retour , le jour où le prisonnier devra se présenter " .

Or cette disposition n'est pas conforme aux instructions que nous avons données , d'accord avec les Autorités françaises , pour que dans le cas considéré , les intéressés se munissent d'un billet au tarif militaire (quart de place) à l'aller et au retour .

Nous pensons que , dans ces conditions , nous ne verrons pas d'objection à faire rapporter la mesure appliquée par la Kommandantur de Vannes et nous vous serions obligés de vouloir bien intervenir à cet effet .

LE DIRECTEUR GENERAL ,

signé : Le Demnais

Copie transmise à
Monsieur Ramé

Copie

22 août

41

316 56
41.000

9486

Monsieur le Chef de la Division Commerciale
de la Région OUEST
(Comptabilité des Carreaux)

1/4

Suite à votre lettre DR.IX 219 du 12 Juin dernier, par laquelle vous m'avez signalé que des prisonniers de guerre français, en cage de captivité, qui retournaient chez eux après s'être présentés à la Kommandantur de Vannes, étaient porteurs d'une feuille de pointage sur laquelle était collé un fichet indiquant qu'ils avaient droit au transport gratuit le jour où ils devaient se présenter à cette Kommandantur.

En réponse à notre lettre D 552.31 du 15 Juillet, dont je vous ai envoyé copie le 23 Juillet, la W.F.D. de Paris nous fait savoir que les Services extérieurs de l'Administration militaire Allemande ont reçu des instructions leur interdisant d'établir des attestations de voyage gratuit pour des prisonniers de guerre devant se présenter aux autorités allemandes.

Les intéressés doivent donc se munir d'un billet qui leur est délivré au 1/4 estarié, conformément aux indications de l'art 4 § 20 de l'A.G.T.

Attestation Voyagers n° 26 du 21 mai 1941

Signé BOYAUX

Copies



4 OCT 1941

(toutes)

1. 凡在本行開辦之各項業務，均應遵守本行所定之規章及各項辦法，並應隨時注意本行所發之各項通知，如有違反者，本行得隨時取消其資格，並取消其一切權利。

[illegible]

à sa résidence

... sa résidence ...
... le calque ...

calques

1. 凡在本行開辦之各項業務，均應遵守本行所訂之各項規章，並應隨時注意本行所訂之各項規章，如有違反者，本行將依法究辦。

Copie
Copie à Monsieur le Chef de la 2ème Division

29 Octobre

41

Monsieur le Chef de la Division Commerciale
de la Région NORD

3ème

536.51
41.1384

M. 948

Suite à votre lettre EX.N.c.t.2 (P.V. 1373, 1374 et 1375) du 23 écoulé, concernant quatre voyageurs qui, lors du contrôle dans le train n° 2216 du 4 septembre 1941, n'ont pu présenter de titre de transport et ont déclaré que, prisonniers de guerre non libérés, placés comme ouvriers agricoles à Louches (P. de C.) par les autorités allemandes ils retournaient, avec l'autorisation de celles-ci, chez leurs anciens patrons, respectivement à St-Gildas-des-Bois (Seine-Inférieure), Noisy-le-Roi (Seine) et Frichebois (Charente-Inférieure).

Ces prisonniers auraient dû, pour effectuer leur voyage, se munir de billets au tarif militaire, au même titre que les prisonniers qui, étant à la disposition d'une commune rurale, reçoivent l'ordre de rejoindre leur camp d'attache (Articles 4 - 4° de l'Avis Général Trafic, Sous-série Voyageurs n° 26 du 21 Mai 1941). Le Secrétariat d'Etat à la Guerre a estimé, en effet, que ces prisonniers pouvaient acquitter le prix de leur transport au quart de place.

En tout cas, la gare de départ n'aurait pas dû autoriser les intéressés à prendre place dans le train sans titre de transport et vous voudrez bien lui en faire l'observation.

Je vous serais obligé de vouloir bien, en conséquence faire réclamer aux quatre voyageurs dont il s'agit le prix de leur déplacement au tarif militaire (sans indemnité forfaitaire) et me tenir au courant de la suite donnée.

Ci-joint, en retour, les trois rapports que vous m'avez communiqués.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

Signé : BOYAUX

Copie

16

28 décembre 1941

21.12.41
21.12.41

D.562/31

Monsieur le Ministre,

Par lettre N° 1233 - 13/9, du 4 septembre dernier, vous m'avez prié de vous transmettre, afin que vous puissiez leur faire donner la suite qu'elles comportent, les réclamations qu'aurait pu provoquer l'application du tarif militaire aux déplacements imposés aux prisonniers de guerre en cas de captivité.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une lettre par laquelle M. BARRILLON, 2 rue Eugène-Franca, à Paris (VI^e), sollicite le remboursement d'une somme de 10 francs représentant le prix, au tarif militaire, du voyage qu'il a effectué de Paris à Chartres, en deux classes, le 12 avril dernier, lors qu'il était en cas de captivité, pour se présenter au front de l'Est.

Je vous prie de me transmettre vos conclusions.

LE MINISTRE
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

signé : Fournier

Monsieur le Ministre, Secrétariat d'Etat à la Guerre
(Direction Générale de l'Administration de la Guerre et
du Contrôle - Direction de l'Intendance) - TRAY

mi
Cabinet C. SARRAULT

Le 30 octobre 1941.

8, rue Dugny-Trouin

PARIS 6^e Société Nationale des Chemins
de fer Français
Yves Rét. : 17, rue d'Ardenne,

R.S.C.S.
Dr 165627 Dr¹⁷

PARIS (6^e)

Monsieur,

Je reçois ce matin votre lettre du 23 octobre, dans laquelle vous me faite connaître que les prisonniers libérés définitivement ne bénéficient de la gratuité du transport que de la gare du camp d'internement à celle qui dessert leur résidence normale.

Je vous fais remarquer qu'à la date du 10 avril 1940 je n'étais pas libéré définitivement puisque j'allais précisément me faire inscrire au frontstalag 123 de Chartres, qui m'a d'ailleurs noté sur ses contrôles.

Je n'ai d'ailleurs été libéré définitivement que le 17 octobre dernier, comme ancien combattant. Jusqu'alors j'étais simplement en cage de captivité.

Dans ces conditions, ma réclamation est parfaitement fondée et je vous demande de me rembourser la somme de Fr. 15.- relative aux deux billets que je vous adresse ci-joints.

Enfin, je tiens à vous faire remarquer que les difficultés que le R.S.C.S. éprouve devant les prisonniers dans mon cas offrent un caractère tout contraire à celui que le Gouvernement voudrait voir réserver à leur retour.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

signé :

2 pièces jointes.

R.S.

Copie

17

si l'indemnité de déplacement est de 100 francs
pour un voyage aller et retour de Bordeaux à
Verdon-sur-Mer, il y a lieu de lui verser
une indemnité de 100 francs.

Monsieur ANDERSON Robert
Villa Myrrefleurs
au LODIS
par LE VERDON-sur-MER
(Gironde)

3ème 3/5
516.60 / 1857
42.64

Monsieur,

Par lettre du 11 décembre dernier, adressée
à Monsieur SCAPINI, Ambassadeur de France, qui nous
l'a transmise, vous avez demandé le remboursement
d'une somme de 84 francs, prix d'un voyage aller
et retour du Verdon-sur-Mer à Bordeaux que vous
avez effectué le 18 octobre 1941.

Vous exposez que, prisonnier de guerre en
congé de captivité, vous avez dû effectuer ce
voyage, sur l'ordre des autorités allemandes, pour
vous présenter devant la Kreiskommandantur de
Bordeaux.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, sur
présentation de votre fiche de pointage aux gui-
chets des gares précitées, vous auriez bénéficié
d'une réduction de 75 % sur le tarif général.

Dans ces conditions, si vous voulez bien me
transmettre les notes de service que vous avez re-
tirées tant à l'aller qu'au retour, je donnerai des
.....

instructions pour que vous soit remboursée la
différence entre le plein tarif que vous avez
acquitté et le tarif réduit auquel vous pouvez
prétendre.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma
considération distinguée.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

Signé : MAROIS

Copie

19 FEB 1942

42

536.60
42.64

1946

Monsieur l'Ambassadeur,

Par bordereau n°9.839/Cab., du 16 écoulé, vous avez bien voulu me transmettre la lettre que je vous retourne ci-jointe, par laquelle M. ANDRON, prisonnier de guerre en congé de captivité, a demandé le remboursement de frais de déplacement, notamment d'une somme de 84 francs, prix d'un voyage aller et retour du Verdon-sur-Mer à Bordeaux qu'il a dû effectuer le 18 octobre 1941 pour aller présenter sa fiche de pointage à la Kreiskommandantur de Bordeaux.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, sur présentation de sa fiche de pointage aux guichets des gares pré citées, M. ANDRON aurait bénéficié d'une réduction de 75 % sur le tarif général.

Par courrier de ce jour, je demande à l'intéressé de nous remettre des reçus qu'il a retirés des gares au cours de son voyage et je lui ferai rembourser ensuite la différence entre le plein tarif qu'il a acquitté et le prix réduit auquel il pouvait prétendre.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

F. Le Directeur Général,
Le Directeur du Service
Commercial,

Monsieur Georges SCAPINI
Ambassadeur de France
Services Diplomatiques
des Prisonniers de guerre
67, rue Cortambert, PARIS XVI^e

Signé / MARLIS